SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DES ALPES DE HAUTE PROVENCE

PROCES-VERBAL

BUREAU DU CASDIS

AV BUREAU DU 07/10/2021

REUNION DU 7 OCTOBRE 2021 – 15 h 30

REUNION DU 7 OCTOBRE 2021 – 15 h 30

BUREAU DU 7 OCTOBRE 2021

ORDRE DU JOUR

Rapport n°1 : Adoption du procès-verbal de la réunion du Bureau du 8 septembre 2021	3
Rapport 2 : Ajustement de l'organigramme fonctionnel	3
Rapport 3 : Filière administrative –suppression d'un poste relevant du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux et création d'un poste de rédacteur territorial relevant du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux.....	4
Rapport 4 : Modification du tableau des effectifs et liste des emplois tenus.....	4
Rapport 5 : Recrutement de sapeurs-pompiers volontaires par contrat.....	4
Rapport 6: Filières administratives et techniques – modification du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions de l'expertise et de l'engagement professionnel (RISEEP).....	4
Rapport n°7 : Demande de subvention LEADER - Groupement d'Action Locale Durancie Provence.....	5
Rapport n°8 : Attribution de marchés publics.....	6
Rapport n°9 : Convention multipartite relative au financement de l'opération de construction du centre d'incendie et de secours de Sisteron	6
Communication : Actualisation du plan bâtiminaire :	9

AV BUREAU 01/10/2021

AV BUREAU 01/10/2021

Étaient présents :

Les membres avec voix délibérative :

Messieurs Jean-Claude CASTEL, Patricia PAUL, Maurice JAYET.

Étaient excusés : Madame Laurie SARDELLA, monsieur Claude BONDIL (ayant donné pouvoir à monsieur CASTEL).

Assistaient également à la réunion :

Colonel Christophe PAICHOUX, Directeur départemental des services d'incendie et de secours ;
Colonel Nicolas BROU, Directeur départemental adjoint des services d'incendie et de secours ;
Médecin-colonel Frédéric PETITJEAN, médecin-chef du service de santé et de secours médical ;
Commandant Olivier CHANTRIAUX, chef du groupement technique et logistique ;
Commandant Christophe DEVAUX, chef du groupement ressources humaines ;
Monsieur Jean-Christophe JULIEN, chef du groupement finances ;
Madame Corine BRUN, cheffe du service des ressources humaines ;
Madame Marie-France MICHEL, assistante de direction chargée des instances.

Les membres de la commission des finances :

Madame Lila DESJARDINS,

Messieurs Robert GAY, Bernard LIPÉRINI, Serge PRATO, Jean-Yves ROUX.

Le président souhaite la bienvenue aux membres du Bureau ainsi qu'à ceux de la commission des finances conviés à participer à cette réunion, conformément aux engagements pris lors de la réunion d'installation du CASDIS.

Le président précise qu'en plus des sujets relatifs à la gestion des ressources humaines, qui ont fait l'objet d'une consultation des instances paritaires, le Bureau, associé aux membres de la commission des finances, examinera les projets de rapports du prochain CASDIS et notamment la DMI, les contributions communales et l'actualisation du plan bâtimentaire conclu entre l'Etat, le Département, l'association des Maires du Département et le SDIS.

Il rappelle que la nouvelle version du plan bâtimentaire qui a fait l'objet de nombreux échanges avec les services de l'Etat et du Département, et pour lequel il a obtenu l'accord de principe de la Présidente du Conseil Départemental pour une contribution à hauteur de 7 millions d'euros sur 10 ans, intègre le lancement de l'opération de construction d'un plateau technique sur le terrain situé face à la Direction.

Le président procède ensuite à l'appel. Le quorum étant atteint le Bureau peut valablement délibérer. Monsieur JAYET est désigné en qualité de secrétaire de séance.

Rapport n°1 : Adoption du procès-verbal de la réunion du Bureau du 8 septembre 2021

Le procès-verbal n'entraînant aucune observation est mis aux voix et adopté à l'unanimité.

Rapport 2: Ajustement de l'organigramme fonctionnel

Le président présente le rapport. Il précise que l'ajustement de l'organigramme fonctionnel se fait à effectifs constants, du fait du départ en retraite d'un personnel administratif et sans incidence financière.

Madame BRUN précise que cet agent sera affecté au groupement technique et logistique, en renfort du service Infrastructures, et au secrétariat de la compagnie de Forcalquier et travaillera 2 jours au service technique et 3 jours au CIS Forcalquier en alternant la semaine suivante.

Après avoir entendu ces explications le président met le rapport aux voix. En l'absence d'observation il est adopté à l'unanimité.

Rapport 3 : Filière administrative –suppression d'un poste relevant du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux et création d'un poste de rédacteur territorial relevant du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux

Le président informe le bureau qu'un agent relevant du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux figure sur la liste d'aptitude 2021 du grade de rédacteur au titre de la promotion interne. Cet agent, actuellement chef du service de la commande publique occupe depuis 2017 un poste de catégorie B et donne entière satisfaction aussi il est proposé de le nommer rédacteur.

Après avoir entendu ces explications le président met le rapport aux voix. En l'absence d'observation il est adopté à l'unanimité.

Rapport 4 : Modification du tableau des effectifs et liste des emplois tenus

Ce rapport résulte des dispositions des deux rapports précédents. En l'absence d'observation il est mis aux voix et adopté à l'unanimité.

Rapport 5 : Recrutement de sapeurs-pompiers volontaires par contrat

Le président présente ce rapport destiné à fixer, pour les sapeurs-pompiers volontaires recrutés par contrat, une rémunération qui sera basée sur le 1^{er} échelon de l'emploi pour lequel ils sont recrutés et à leur attribuer l'indemnité de feu à 25 % conformément au décret n° 90-850 du 25 septembre 1990 et ce à compter du 1^{er} août 2020, date d'application du décret.

Le colonel PAICHOUX précise que la revalorisation réglementaire de la prime de feu ne concerne à ce jour qu'un seul SPV recruté par contrat pour pallier l'absence d'un SPP en position de longue maladie.

Au terme de ces explications le président précise que ce rapport a reçu l'avis favorable du comité technique le 28 septembre et le met aux voix. En l'absence d'observation, il est adopté à l'unanimité.

Rapport 6 : Filières administratives et techniques – modification du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP).

Le président présente ce rapport. Il souligne que le RIFSEEP qui ne concerne que les personnels administratifs et techniques n'a pas été réévalué depuis sa mise en place en 2017.

Lors de la précédente mandature le président avait souhaité faire un point étape en 2021 car les organisations syndicales avaient mis en évidence cette stagnation et avaient émis plusieurs propositions pour y remédier. Au terme de nombreuses réunions du groupe de travail constitué de représentants du personnel et du service des ressources humaines, il est proposé au Bureau d'adopter une revalorisation du RIFSEEP qui tient compte de la majeure partie des propositions formulées par les organisations syndicales tout en étant compatibles avec la capacité budgétaire du SDIS.

L'augmentation de la part fixe de l'IFSEE serait de 20 € bruts mensuels pour les catégories C, 25 € pour les catégories B et 30 € pour les catégories A, soit une incidence financière annuelle de 31.000 € bruts desquels sera déduit la somme de 6000 € annuels allouée au CIA ce qui représente une augmentation nette de 25.000 € pour 42 agents.

Monsieur GAY demande si les crédits prévus pour le CIA seront intégralement fléchés sur la réévaluation du RIFSEEP.

Le colonel PAICHOUX précise qu'effectivement les 6000 euros prévus pour le CIA seront transférés en intégralité sur le RIFSEEP. Le CIA existera toujours car réglementairement on ne peut pas le supprimer mais l'enveloppe dédiée sera de 0 euro.

Monsieur GAY regrette l'abandon du CIA qui permettait, selon lui, de récompenser un agent qui donne davantage satisfaction.

Le colonel PAICHOUX précise que certains critères déterminés pour l'attribution du CIA tenaient compte de l'atteinte d'objectifs ce qui est difficilement applicable aux agents de catégorie C qui sont majoritaires au SDIS.

Monsieur GAY admet que la difficulté de mise en œuvre du CIA réside dans le choix des critères d'attribution

Le colonel PAICHOUX souligne que les représentants du personnel ont souhaité l'abandon du CIA et qu'ils se sont engagés à ne pas le demander sur les prochaines années.

Monsieur ROUX demande si le RIFSEEP est maintenu si l'agent est en congé pour maladie.

Le colonel PAICHOUX répond par l'affirmative. Il précise que l'évolution de la part variable du RIFSEEP est liée au déroulement de carrière des agents. Il souligne que certains personnels disposaient d'un régime indemnitaire plus élevé avant la mise en place du RIFSEEP et que pour ne pas les léser leur régime indemnitaire précédent a été maintenu jusqu'à l'obtention d'un montant identique.

Monsieur GAY estime que le CIA est un levier de management qui devrait être utilisé.

Monsieur ROUX trouve regrettable que l'on ne puisse pas récompenser les personnels les plus méritants. Il estime que cela risque de démotiver certains agents. Il aurait souhaité qu'une enveloppe soit gardée pour une attribution du CIA au cas par cas.

Monsieur GAY estime qu'il est difficile de revenir en arrière puisque le rapport a reçu l'avis favorable du comité technique.

Le colonel PAICHOUX précise que le comité technique a rendu un avis à la majorité et non à l'unanimité. Initialement les demandes de revalorisation du RIFSEEP formulées par les représentants du personnel avoisinaient les 80 000 €. La négociation a abouti à une enveloppe de 31 000 € incluant les 6 000 € du CIA. Malgré les remerciements des personnels il y a eu une abstention pour marquer la déception d'un agent sur le montant obtenu.

Au terme de ces échanges, le président met le rapport aux voix. Il est adopté à l'unanimité.

Rapport n°7 : Demande de subvention LEADER - Groupement d'Action Locale Durance Provence

Le président rappelle que le SDIS examine avec la plus grande attention toutes les pistes de financement et de subventions européenne dont il peut bénéficier, sans que cela ne crée de charges de fonctionnement supplémentaires.

Il souligne que sur la fin de sa programmation 2014-2020, le programme européen LEADER a ouvert une série d'appels à projets répondant à divers objectifs centrés portant notamment sur l'offre à la population de services qui « favorisent le lien entre les habitants et entre les générations » et notamment la création d'espaces de cohésion sociale et de solutions favorisant l'employabilité des jeunes.

Dans ce cadre, le SDIS souhaite proposer des travaux de réfection de salles de formation ou de foyers des centres d'incendie et de secours situés dans le périmètre d'intervention du Groupe d'Action Locale Durance Provence, porteur local du programme. Ce projet centrera son action sur des travaux concernant le chauffage et l'électricité des locaux ainsi que sur l'acquisition de matériel informatique afin d'offrir aux jeunes sapeurs-pompiers un espace de formation et de rencontre avec les anciens sapeurs-pompiers, propice à un échange d'expériences.

Monsieur JULIEN en charge du projet précise que 4 CIS rentrent dans ce périmètre. S'agissant des recherches de subvention, le service étudie la possibilité d'installer des panneaux photovoltaïques sur la toiture ce qui permettrait de faire subventionner à hauteur de 70 % les travaux de réfection de la toiture du CIS Peyrils qui rencontre de graves problèmes d'infiltrations d'eau à cause de la toiture.

Au terme de ces échanges, le président met le rapport aux voix. En l'absence d'observation, il est adopté à l'unanimité.

Rapport n°8 : Attribution de marchés publics

Le président précise que pour les VLHR il n'y a plus que Toyota qui propose ce type de véhicules, avec des délais de livraison qui avoisinent 1 an.

Madame PAUL souhaite savoir si ces véhicules sont déjà affectés.
Le commandant CHANTRIAUX répond par la négative.

Le président rappelle que les règles d'affectation consistent à doter en véhicule neuf le centre qui fait le plus d'interventions et de kilomètres sur un centre qui dont les véhicules sont moins sollicités.

Madame DESJARDINS demande si le cahier des charges de ces véhicules prévoit une réserve auprès des concessionnaires en cas d'évolution de la législation sur les véhicules polluants.

Le commandant CHANTRIAUX précise que le SDIS dispose d'une dérogation pour ne pas payer de malus écologique sur les véhicules pickup ou trois places

Le commandant CHANTRIAUX apporte ensuite des précisions sur les caractéristiques du marché de maintenance attribué à la société ANTIBIA. Ce marché n'a pas fait l'objet d'une mise en concurrence car il s'agit d'un marché captif au titre de la propriété Intellectuelle. Le cahier des charges, qui exigeait une réponse point par point, prévoit des pénalités proportionnelles au type d'incident (mineur, majeur ou bloquant). Après négociation, le montant du contrat annuel de maintenance est en baisse de 2600 € par rapport au précédent et permet au SDIS de bénéficier de 7,5 jours d'assistance sur site.

Après avoir entendu ces précisions le président met le rapport aux voix. En l'absence d'observation il est adopté à l'unanimité.

Rapport n°9 : Convention multipartite relative au financement de l'opération de construction du centre d'Incendie et de secours de Sisteron

Le président présente ce rapport destiné à l'autoriser à signer la convention relative au financement de la construction du CIS Sisteron. Le bureau avait déjà délibéré à ce sujet en Juin 2021 mais depuis cette date des précisions ont été obtenues pour ce qui relève de la participation des communes défendues en 1er appel par le CIS Sisteron.

Il convient donc d'abroger la délibération du 1er juin 2021 et de l'autoriser à signer la convention annexée au présent rapport qui précise le plan de financement de l'opération dont le montant prévisionnel, soit 2 379 000 € HT, demeure inchangé.

Monsieur GAY regrette que ce ne soit pas la commune de Sisteron qui porte l'emprunt et que les communes défendues en 1^{er} appel lui remboursent leur quote-part prévue dans la convention. En effet, le fait que ces communes doivent emprunter elles même est lourd de conséquence sur leur capacité à lever un emprunt. Il rappelle que c'est la solution qui avait été proposée par les maires des communes défendues en 1^{er} appel par Sisteron lors de la réunion du 4 juillet, cette solution n'ayant pas été retenue par monsieur SPAGNOU.

Le colonel PAICHOUX souligne que le plan de financement a été acté et il lui semble difficile de revenir dessus.

Monsieur GAY précise que si les communes défendues en 1^{er} appel avaient remboursé à l'emprunt à Sisteron elles auraient pu le faire sur 15 ans sur la section de fonctionnement alors que là elles vont devoir payer un fonds de concours et grever leur capacité d'investissement.

Monsieur ROUX demande si cette opération est éligible à la DETR.

Monsieur GAY précise que la commune de Sisteron n'est pas éligible à la DETR et que cette opération ne peut pas s'agréger à la DESIL.

Monsieur ROUX attire l'attention du Bureau sur le fait que le projet de Sisteron pourrait ne pas aboutir si l'une des communes défendues en 1^{er} appel refusait de participer au financement.

Monsieur PRATO demande si ces communes ont l'obligation de contribuer au financement.

Monsieur LIPERINI estime que ces projets de construction devraient être portés par les EPCI afin que toutes les communes contribuent et que les communes qui donnent de la disponibilité à leurs employés par ailleurs SPV bénéficient d'un "bonus" si elles doivent porter une opération immobilière.

Madame DESJARDINS souligne que le périmètre des intercommunalités ne permet pas de faire porter les projets par les EPCI, elle prend pour exemple de CIS de Peyruis qui intervient sur des communautés de communes différentes.

Monsieur PRATO estime que le fait de demander aux communes défendues en 1^{er} appel de contribuer au financement en appui de la commune siège du CIS est déjà une avancée notable.

Monsieur ROUX souhaite revenir sur les annonces faites s'agissant de la contribution du Département aux investissements du SDIS qui devraient permettre au service de se désendetter et retrouver des marges de manœuvre pour recruter 23 SPP. Il ne comprend pas comment des interventions sur les investissements peuvent améliorer la section de fonctionnement.

Le président et monsieur GAY expliquent qu'il faut se rapporter au tableau de désendettement du SDIS pour cela. En effet, si le SDIS limite son recours à l'emprunt, l'excédent de fonctionnement ne sera plus affecté à la section d'investissement pour participer au remboursement de la dette et le SDIS retrouvera des marges de manœuvre en fonctionnement et notamment recruter des SPP.

Monsieur GAY demande si le montant du programme d'équipement est connu.

Le colonel PAICHOUX précise que le plan d'équipement est établi jusqu'en 2025 pour 1,2 M€ par an est nettement inférieur à ce qui devrait être investi pour rester en conformité avec le SDACR. En effet, pour garantir un plan d'équipement conforme au SDACR qui a été adopté à l'unanimité, il faudrait une enveloppe de 1,9 à 2,2 M€ par an, sans compter le plan bâtimentaire.

Le président rappelle que le Département s'est engagé sur une participation de 7 M€ sur 10 ans pour le plan pluriannuel bâtimentaire, 3 M€ en trois ans pour les matériels et 0,5 M€ sur trois ans pour la revalorisation de l'astreinte des SPV.

Le colonel PAICHOUX souligne qu'avec une participation d'1M€ du Département pour le plan d'équipement le service ne devra emprunter que 0,2 à 0,4 M€ pour assurer le financement de son plan d'équipement.

Monsieur ROUX revient sur les annonces faites lors du congrès qui lui semblent irréalisables car il estime que si le SDIS veut concrétiser les embauches de SPP il faudrait que le Département augmente sa participation d'1M€ par an en section de fonctionnement.

Monsieur GAY souhaite connaître le point O de ce dispositif.

Le colonel PAICHOUX rappelle l'échéancier. Le 18 octobre, le CASDIS se prononcera sur l'actualisation du plan pluriannuel bâtimentaire et le 14 décembre sur la convention d'objectifs et de moyens entre le SDIS et le Département. Il rappelle qu'il y a encore des points qui doivent être discutés avec le Département et notamment ce qui concerne le GVT et les embauches.

Monsieur GAY estime que le plus important est de fixer le plan d'investissement en matériels pour les 3 prochains exercices. Lorsque ces montants seront connus il y aura plus de visibilité.

Il revient ensuite sur le projet d'avenant à la convention de financement du CIS Sisteron et demande si toutes les communes défendues en 1^{er} appel ont délibéré.

Le colonel PAICHOUX précise que ce n'est pas encore le cas mais qu'il n'y avait pas eu d'opposition franche à ce plan de financement lors de sa présentation aux maires concernés.

Madame DESJARDINS s'interroge sur les conséquences qu'il y aurait si une commune s'y opposait.

Le colonel PAICHOUX précise que dans tous les cas la commune siège du CIS doit assurer les 30 % de participation au financement, charge à elle de se tourner vers les communes défendues en 1^{er} appel pour récupérer leur participation.

Monsieur ROUX s'interroge sur la nécessité de délibérer sur l'avenant dès à présent. Il suggère d'attendre que les communes concernées aient délibéré afin que le bureau se prononce sur la version définitive de l'avenant.

Le colonel PAICHOUX souligne qu'il s'agit de la 1^{ère} opération réalisée avec ce mode de financement puisque jusqu'à présent les constructions et reconstructions étaient financées sur les fonds propres du SDIS. La convention de partenariat a modifié les règles de financement et c'est la 1^{ère} fois que les communes d'un centre de secours.

Il estime qu'il faut envoyer un message aux communes concernées par les opérations bâlimentaires et que ce ne serait pas forcément rendre service à la commune de Sisteron de ne pas délibérer sur cet avenant.

Monsieur GAY rappelle qu'en plus de sa participation financière, la commune met à disposition le terrain viabilisé soit environ 1M€ supplémentaire mais il n'en demeure pas moins que la contribution des communes défendues en 1^{er} appel à cette opération sera lourde à supporter pour certaines d'entre elles. Il estime également que ce serait un mauvais signal envoyé à l'Etat et au Département si cet avenant n'était pas adopté.

Le président partage cet avis aussi il propose aux membres du Bureau de délibérer.

Monsieur PRATO demande si la participation de l'Etat à hauteur de 60 % par le biais de la DETR est confirmée.

Le colonel PAICHOUX que la préfète s'est engagée à sanctuariser une part de la DETR départementale pour le plan pluriannuel bâlimentaire en précisant que si la commune portait plusieurs dossiers éligibles à la DETR, la part allouée pour la construction d'un CIS n'empiéterait pas sur les autres projets. Il souligne que ce point-là sera également abordé lors de la communication relative à l'actualisation du plan bâlimentaire et aux rapports qui en découlent et qui seront présentés au CASDIS du 18 octobre.

Monsieur ROUX demande si le SDIS 04 est le seul à bénéficier de ces dispositions pour la DETR.

Monsieur GAY précise que les nouvelles règles sont inscrites dans la loi de finances. Toutefois il rappelle que c'est la commission départementale d'attribution de la DETR qui fixe les règles.

Monsieur GAY souligne que cette part de DETR fléchée vers les constructions de CIS ne grèvent pas les projets des communes qui souhaitent présenter plusieurs projets mais que toutefois elle vient en déduction de l'enveloppe globale de DETR accordée au département. Pour les communes qui ne sont pas éligibles à la DETR, la Préfète peut défendre les dossiers pour obtenir une subvention au titre de la DESIL et c'est le préfet de région qui arbitre ces propositions.

Le directeur départemental rappelle que la convention cadre prévoit que si la commune porteuse du projet obtient des subventions complémentaires elles viendront en déduction des contributions des autres financeurs.

Au terme de ces échanges, le président met le rapport aux voix. Il est adopté à l'unanimité.

Communication : Actualisation du plan bâtimentaire :

Le colonel PAICHOUX rappelle les différentes raisons qui conduisent à actualiser le plan pluriannuel bâtimentaire qu'il s'agisse des modalités de financement des opérations et du projet de convention de financement de la plate-forme logistique et technique à inscrire également à l'ordre du jour du prochain CASDIS

En effet, il s'avère que certaines dispositions de la convention signée le 4 février 2020 doivent être revues compte-tenu du retard pris dans la mise en œuvre du programme pluriannuel bâtimentaire en raison du contexte sanitaire défavorable, de l'évolution des coûts de construction depuis les premières estimations, de la modification de certaines opérations après concertation avec les élus des communes concernées et enfin des nouvelles dispositions relatives aux conditions d'attribution de la DETR. Il rappelle que désormais la DETR peut être perçue pour des opérations de construction d'un centre de secours sur une autre parcelle que celle d'origine.

La clé de répartition financière globale reste la même à savoir 30 % pour l'Etat, 40 % pour le Département et 30 % pour les communes siège. Des adaptations sont possibles, le règlement départemental DETR permettant une prise en charge par l'Etat à hauteur de 60 % maximum. Cette modulation permet de compenser les opérations portant sur des communes non éligibles à la DETR comme Digne ou Sisteron. Le fait de pouvoir moduler cette intervention permet aussi d'augmenter l'ampleur du plan bâtimentaire en faisant passer la participation de l'Etat de 4,1 M€ à 6,2 M€. Parallèlement, le président a obtenu l'engagement du Département de passer sa contribution de 6,5 M€ à 7 M€. Cela permet d'assurer l'intégralité des opérations prévues au plan pluriannuel bâtimentaire.

En effet, ces dispositions permettent de lancer l'opération de construction d'une plateforme technique et logistique sur le terrain situé en face de la Direction, conformément aux orientations arrêtées par le Bureau lors de sa séance du 30 mars 2021, suite à l'abandon du projet d'acquisition d'un bâtiment sur Aiglun. Ce lancement se concrétisera par la signature d'une convention entre le SDIS et le Département, convention inscrite à l'ordre du jour du CASDIS du 18 octobre.

Le directeur départemental souligne que l'actualisation du plan bâtimentaire nécessite également la révision de la convention relative au financement des travaux d'extension et de réaménagement du CIS Digne les Bains et de la Direction départementale conclue entre le SDIS, le Département et la commune de Digne les Bains. En effet, la subvention du département de 1,2 M€ sera ramenée à 600 000 €, les 600 000 € ainsi dégagés étant désormais fléchés pour la construction de la plateforme technique et logistique.

Madame DESJARDINS demande si les 600 000 € du Département qui seront fléchés sur la plateforme logistique et technique sont inclus dans l'enveloppe globale de 7 M€ de participation du Département.

Le président CASTEL répond par l'affirmative. La subvention de 1,6 M€ du Département pour la construction de la plate-forme logistique et technique intègre ces 600 000 €.

Le colonel PAICHOUX fait un point sur l'avancement desières opérations du plan bâtimentaire. Le dossier relatif à la réfection de la toiture du CIS de Colmars les Alpes avance, la DETR a été attribuée et les travaux débuteront après l'hiver. Concernant la construction du CIS Sisteron le concours d'architectes a été lancé. Le dossier de demande de DETR pour la reconstruction du CIS Saint André sera finalisé avant la fin de l'année et une réunion aura lieu très prochainement avec monsieur PRATO et les maires des communes défendues en 1^{er} appel. Pour Riez le marché de maîtrise d'œuvre a été lancé par la commune et une réunion est programmée le 5 novembre avec l'ensemble des maires concernés. Enfin, pour le projet de Castellane le service travaille en collaboration avec la mairie et les services de la préfecture afin de trouver l'emprise foncière qui permettra de réaliser cette opération.

Madame DESJARDINS demande si le plateau technique est programmé à brève échéance et s'il y a un ordre de priorité d'établir pour le plan bâtimentaire sur 10 ans.

Le président souligne que si le CASDIS adopte le rapport le 18 octobre prochain et que le Conseil départemental délibère avant la fin de l'année, cette opération pourra être lancée dès 2022.

Le colonel PAICHOUX précise que le plan se poursuit selon la programmation établie à l'origine mais en cas d'urgence sur un CIS ou en cas de retard lié à des contraintes sur une opération l'ordre de priorité pourrait être modifié.

Madame DESJARDINS demande si des demandes de subventions ont été déposées auprès de l'Europe ou d'autres organismes pour le financement du plan bâtimentaire.

Le président rappelle que les constructions de casernes ne rentrent pas dans le champ d'application des programmes FEADER, LEADER, FODAC. Malgré tout le service des finances est à l'affût de toute opportunité afin d'obtenir des subventions.

Il précise que, chaque fois que cela sera possible du fait des contraintes d'urbanisme notamment, le service privilégiera l'installation de bâtiments de type industriel, qui sont désormais très performants et pour lesquels on peut avoir des niveaux d'exigence élevés, et sur lesquels des panneaux photovoltaïques pourront être installés afin là encore de réduire les coûts et d'optimiser les structures.

Au terme de cette discussion le président fait une présentation des autres rapports inscrits à l'ordre du jour du prochain CASDIS.

Le projet de rapport relatif à la convention de partenariat entre le SDIS 06 et le SDIS 04 pour la réalisation des visites médicales d'aptitude des sapeurs-pompiers de centres d'Annot et Entrevaux n'entraîne aucune observation.

Le rapport relatif à l'avenant à la convention de services et de moyens entre le Département et le SDIS, par laquelle le Département augmente de 99 403 € sa contribution au budget 2021 du SDIS, pour financer la création de 3 postes de sapeurs-pompiers professionnels n'entraîne aucune observation.

Monsieur JULIEN présente ensuite le projet de décision modificative du budget 2021 qui prend en compte cette nouvelle recette ainsi que l'avance versée par le ministère de l'Intérieur pour prendre en compte les frais engagés au titre des opérations de vaccination auxquelles le SDIS a participé.

Concernant le rapport relatif aux contributions 2022 des communes et EPCI compétent qui prévoit la prise en compte du taux d'inflation de 1,75% indiqué dans le projet de loi de finances pour 2022 pour déterminer leurs montants, monsieur GAY demande si l'on applique le taux d'inflation prévisionnel ou le taux réel constaté.

Monsieur JULIEN confirme que l'on applique le taux prévisionnel. Le colonel PAICHOUX rappelle que la pratique des dernières années au sein du SDIS est d'appliquer le taux prévisionnel connu en octobre et de ne pas attendre le vote du projet de loi de finances.

Madame DESJARDINS demande des précisions sur les causes des écarts du coût par habitant constatés.

Monsieur JULIEN précise qu'à l'origine, les contributions étaient calculées selon une assiette basée sur 80% de la population DGF et 20% du potentiel fiscal des communes. Depuis 2002 les dispositions législatives ont fixé un nouveau mode de calcul qui limite l'augmentation des contributions entre l'année N et l'année N-1 au seul taux de l'inflation inscrit dans la loi de finances. C'est ce changement d'assiette qui explique les variations du montant des cotisations entre les différentes communes et de ce fait du coût par habitant.

Monsieur GAY estime que l'on pourrait revenir sur ce principe afin d'harmoniser les coûts par habitants de l'ensemble des communes.

Monsieur JULIEN précise que les communes qui bénéficient d'un potentiel fiscal élevé ont effectivement un coût par habitant supérieur à d'autres communes du fait de la règle des 80% population DGF et 20% potentiel fiscal.

Le colonel PAICHOUX attire l'attention des élus sur le fait que ce changement nécessiterait un travail de fond et ne pourrait pas aboutir avant 1 ou 2 exercices.